

ABDELMOUMEN OULD KADDOUR REMPLACE AMINE MAZOUZI

Changement surprise à la tête de Sonatrach

A peine sortie de sa torpeur, Sonatrach se voit changer de P-dg. Pour la sixième fois depuis l'éclatement des scandales de corruption il y a sept ans. Un énième changement qui casse son élan et suscite des interrogations quant à la logique qui a prévalu au choix du successeur de Mazouzi : un condamné pour divulgation de secrets de défense.

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - L'ancien P-dg de BRC, Abdelmoumen Ould Kaddour, a été installé hier comme nouveau P-dg de Sonatrach en remplacement de Amine Mazouzi, a annoncé le ministère de l'Energie dans un communiqué. C'est le sixième changement à la tête de la compagnie nationale en sept ans, soit depuis le limogeage de Mohamed Meziane à cause de son inculpation dans le cadre de l'affaire Sonatrach I.

En effet, aucun P-dg n'a pu tenir longtemps à la tête de la compagnie depuis cet épisode : Abdelhafid Feghouli (par intérim de janvier à mai 2010), Noureddine Cherouati (mai 2010-novembre 2011), Abdelhamid Zerguine (novembre 2011-juillet 2014), Saïd Sahnoun (juillet 2014-mai 2015) puis Amine Mazouzi (mai-2015-mars 2017). Une instabilité qui ne risque pas de servir les intérêts de Sonatrach qui a commencé à peine de sortir de la torpeur dans laquelle elle a été plongée depuis l'éclatement

des scandales de corruption qui ont terni son image et tétanisé son management. Une situation qui n'a pas été sans alourdir le processus de prise de décision et perturber les affaires de la compagnie.

Ainsi, le communiqué du ministère de l'Energie n'explique pas les raisons de cette décision surprise et la langue de bois de circonstance utilisée pour indiquer la mission du nouveau P-dg et contredit les avancées réalisées sur le terrain puisque Amine Mazouzi était en avance sur les objectifs tracés pour la compagnie qui commence à sortir la tête de l'eau.

«Le ministre a, à cette occasion, appelé le nouveau P-dg de Sonatrach à agir en toute responsabilité et en toute confiance en vue de mettre en œuvre les changements qualitatifs permettant à Sonatrach d'évoluer et de prospérer dans un climat d'entreprise serein, propice à la prise d'initiative et de décision», souligne-t-on. Mais, si le limogeage de Mazouzi

à l'issue de la réunion d'hier du Conseil d'administration n'a pas de raisons apparentes, c'est la nomination de Abdelmoumen Ould Kaddour pour lui succéder qui suscite le plus d'interrogations.

Si l'absence de responsables du ministère de l'Energie le week-end dernier à Bir Rebaâ où le partenaire historique de Sonatrach ENI a tenu une réunion de son Conseil d'administration en marge de la pose de la première pierre d'une centrale photovoltaïque – la première d'une série de centrales inscrites dans un immense projet associant les deux compagnies dans le domaine des énergies renouvelables –, n'a pas échappé aux commentaires, personne n'y a prédit un tel sort pour Mazouzi.

Encore moins l'arrivée à la tête de Sonatrach de l'ancien P-dg de Brown & Root Condor (BRC), joint-venture associant la compagnie nationale à KBR, filiale britannique du géant américain Haliburton.

Polytechnicien diplômé du Massachusetts Institute of technology, Ould Kaddour qui a été condamné en novembre 2007 par le tribunal militaire de Blida à 30 mois de réclusion criminelle pour divulgation d'informations classées «secret de défense» et emprisonné avant de bénéficier



Photos : DR

Abdelmoumen Ould Kaddour, nouveau P-dg de Sonatrach.

de la liberté conditionnelle en mars 2009. Et après avoir purgé sa peine, Ould Kaddour, qui aurait eu plutôt des relations en dents de scie avec l'ancien ministre de l'Energie et des Mines Chakib Khelil, lequel a été éjecté du gouvernement en 2010 à cause justement des scandales de corruption à Sonatrach, a travaillé pour des compagnies pétrolières au Golfe persique et en Malaisie. Il revient en Algérie comme P-dg de Sonatrach et jouit désormais du soutien du Président Abdelaziz Bouteflika. «Le ministre de

l'Energie a, également, témoigné de son soutien, le soutien des plus hautes autorités du pays et à leur tête Son Excellence le président de la République, monsieur Abdelaziz Bouteflika, qui souhaite que Sonatrach renoue avec la sérénité, la cohésion et l'exemplarité», note-t-on dans le communiqué du ministère de l'Energie.

Un soutien jamais exprimé auparavant à un P-dg d'une entreprise publique après sa nomination. De quoi susciter moult interrogations.

L. H.

ENGRAIS PHOSPHATÉS

L'Algérie veut devenir un acteur majeur du marché mondial

L'Algérie ambitionne de devenir un acteur majeur de la production et l'exploitation de phosphate. Un pari qui est tout à fait dans ses cordes au regard du potentiel existant mais aussi grâce à d'autres facteurs.

Younès Djama - Alger (Le Soir) - En effet, le pays dispose de deux atouts majeurs : des réserves de phosphate importantes (estimées à 2 milliards de tonnes), et une proximité avec les principaux marchés qui ouvrent au pays des perspectives intéressantes.

Avec ces facteurs que nul autre producteur ne possède dans la région, et même au-delà, l'Algérie peut effectuer une remontée totale et rapide de toute la chaîne des valeurs.

Avec 10 millions de tonnes/an d'ici 2019, l'Algérie commencera à se frayer un chemin pour se positionner très vite, a souligné récemment le ministre de l'Industrie, Abdesselam Bouchouareb. En cette conjoncture économique marquée par la chute des cours du pétrole avec l'amenuisement des recettes en devise. La société Somiphos, qui détient le monopole de l'exploitation de phosphate sur le marché national, effectue, annuellement, des prospections sur d'autres

sites et met en place des programmes de recherche afin de certifier et accréditer les réserves de phosphates existantes. La conjoncture actuelle ne peut être que favorable pour développer cette activité et encourager les exportations hors hydrocarbures.

Le ministère de l'Industrie et des Mines se fixe comme objectif d'atteindre 6 millions de tonnes/an à l'horizon 2018 et 10 millions de tonnes à l'horizon 2020 contre 1,2 million de tonnes de brut actuellement, annonçant la réalisation de quatre unités de transformation dont deux (Souk Ahras) et à El-Aouinat (wilaya de Guelma).

Ces investissements permettront à l'Algérie de maîtriser la filière de l'industrie des engrais, «ce qui fera d'elle une pionnière dans l'exportation de ces produits dans le monde», avait récemment promis Abdesselam Bouchouareb. Ce dernier avait présidé une cérémonie de signature de trois partenariats entre les groupes publics Manal et

**Des prospections sont effectuées annuellement.**

Asmidal, avec l'indonésien Indorama Corporation, un opérateur leader mondial dans le domaine de la pétrochimie et des fertilisants.

Les contrats portent sur le développement et l'exploitation de la nouvelle mine de phosphate de Bled-El-Hadba à Tébessa, la

transformation des phosphates pour la production de l'acide phosphorique et le diammonium phosphate à Souk Ahras et la transformation du gaz naturel pour la production d'ammoniac, de nitrate d'ammonium technique, et du calcium ammonium nitrate à Hdjar Essoud à Skikda.

Avec ces trois plateformes en lancement dès 2016 (avec Indorama) et d'autres qui suivront à très brève échéance, ce sont 5 milliards de dollars d'investissements qui sont prévus avec à la clé la création de près de 16 000 emplois dont 12 000 en phase de construction et 4 000 en exploitation.

Des projets qui permettront à l'Algérie de se «positionner sur toute la chaîne des valeurs des phosphates et du gaz», ajoutant que la production, qui passera d'un million de tonnes par an actuellement à 10 millions de tonnes en 2019, servira à couvrir les besoins de l'agriculture en fertilisants et permettra l'exportation de l'excédent dégagé. L'objectif stratégique de ce partenariat vise la transformation de 5 millions de tonnes de phosphates marchands en engrais phosphatés et la production d'un million de tonnes d'ammoniac et 800 000 de calcium ammonium nitrate.

L'ambition du gouvernement est de faire de notre pays un acteur majeur du marché mondial des engrais phosphatés et des autres dérivés.

Y. D.